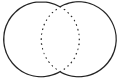


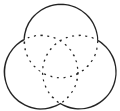
## Généralités



## Transparence:

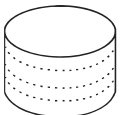
0 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



## Participation du Public:

0 /100



## Contrôle Budgétaire:

33 /100

## À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

**L'Enquête sur le budget ouvert (EBO)** est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 8e édition de l'EBO couvre 120 pays.

Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, les rapports mondiaux et régionaux 2021, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

# Transparence

Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue **la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité** de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. **Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.**

Les Comores ont un score de transparence de **0** (sur 100).

## Comores: La transparence par rapport aux autres



Moyenne mondiale	45
Ouganda	58
Kenya	50
Rwanda	45
Madagascar	27
Tanzanie	21
Somalie	20
Soudan du Sud	15
Burundi	9
Comores	0

0                                    Insuffisant                                    61                                    Suffisant                                    100

## Comores: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



## Comores: Disponibilité publique des documents budgétaires

KEY	
<span style="color: green;">●</span>	Accessible au public
<span style="color: yellow;">●</span>	Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
<span style="color: red;">⊘</span>	Non produit

Document	2017	2019	2021
Rapport préalable au budget	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: red;">⊘</span>
Projet de budget de l'exécutif	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>
Budget approuvé	<span style="color: green;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>
Budget des citoyens	<span style="color: red;">⊘</span>	<span style="color: red;">⊘</span>	<span style="color: red;">⊘</span>
Rapport en cours d'année	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: red;">⊘</span>	<span style="color: red;">⊘</span>
Revue de milieu d'année	<span style="color: red;">⊘</span>	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>
Rapport de fin d'année	<span style="color: green;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>
Rapport d'audit	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>	<span style="color: yellow;">●</span>

# Comores: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

KEY	
● 61-100 / 100	
● 41-60 / 100	
● 1-40 / 100	

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2021	Non produit
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2021	Usage interne
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2020	Usage interne
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public.	2020	Non produit
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2020	Non produit
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2020	Usage interne
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2019	Usage interne
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2018	Usage interne

Le score de transparence des Comores de 0 dans l'EBO 2021 est largement identique à par rapport à son score de 2019.

# Recommandations

Les Comores devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Projet de budget de l'exécutif, du Budget approuvé, de la Revue de milieu d'année, du Rapport de fin d'année et du Rapport d'audit dans les délais.
- Produire et publier le Rapport préalable au budget, le Budget des citoyens et les Rapports en cours d'année en ligne et en temps utile.

# Participation du public

L'EBO évalue les possibilités formelles offertes au public pour une participation significative aux différentes étapes du processus budgétaire. Elle examine les pratiques de l'Exécutif, du Législatif et de l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) du pouvoir central à l'aide de 18 indicateurs à pondération égale, alignés sur les principes de participation du public à la politique budgétaire ([Principles of Public Participation in Fiscal Policy](#)) de l'Initiative Mondiale pour la Transparence Budgétaire, et attribue à chaque pays une note sur une échelle de 0 à 100.

La note des Comores pour la participation du public est de **0** (sur 100).

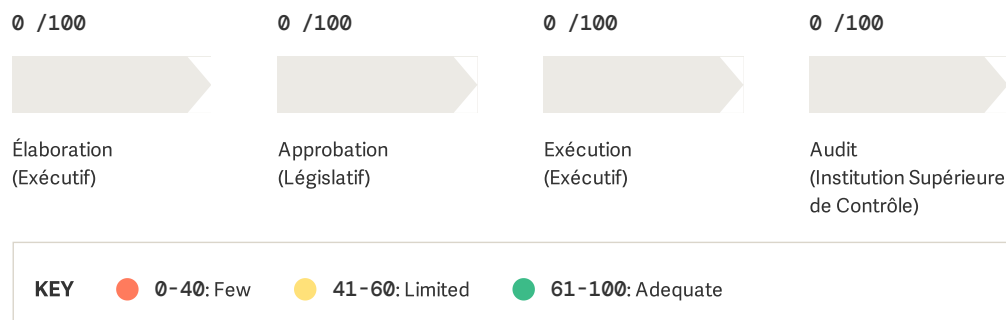
## Comores: La participation du public par rapport aux autres

Moyenne mondiale	14
Kenya	31
Ouganda	19
Madagascar	15
Rwanda	15
Soudan du Sud	11
Tanzanie	9
Comores	0
Burundi	0
Somalie	0

0                                  Insuffisant                                  61                                  Suffisant                                  100

Pour plus d'informations sur les bonnes pratiques en matière de participation du public a travers le monde entier, veuillez consulter [ici](#).

# Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



## Recommandations

Pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, le Ministère des Finances des Comores devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour impliquer le public lors de l'élaboration du budget et pour le suivi de son exécution.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

L'Assemblée de l'Union des Comores devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

La section des comptes de la Cour Suprême des Comores devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire :

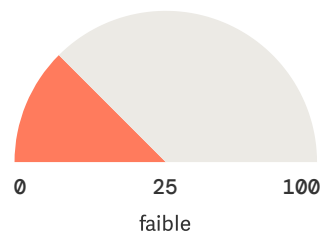
- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

# Contrôle budgétaire

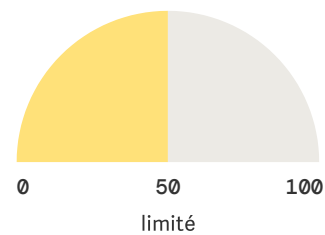
L'EBO examine le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques des Comores exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **33** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

## Contrôle parlementaire



## Contrôle de l'ISC



KEY ● 0-40: Few ● 41-60: Limited ● 61-100: Adequate

## Recommandations

L'Assemblée de l'Union des Comores assure le contrôle faible pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Le pouvoir législatif doit débattre de la politique budgétaire avant que le Projet de budget de l'exécutif ne soit déposée et approuver les recommandations pour le prochain budget.



- Le Projet de budget de l'exécutif doit être soumise au législatif au moins deux mois avant le début de l'exercice budgétaire.
- Des commissions parlementaires doivent examiner le Projet de budget de l'exécutif et publier en ligne les rapports contenant leurs analyses.
- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.
- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire ou ne dépense des recettes imprévues.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Afin de renforcer l'indépendance et d'améliorer le contrôle des audits par la section des comptes de la Cour Suprême des Comores, les actions suivantes sont recommandées :

- Veiller à ce que l'institution supérieure de contrôle dispose d'un financement adéquat pour remplir ses fonctions telles que déterminées par un organe indépendant (par exemple, le pouvoir législatif ou judiciaire).
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

### **La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes**

Les Comores ne disposent pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

*\*Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

# Méthodologie

---

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2020 ont été évalués dans l'EBO 2021.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Helmi YOUSOUFA

Consultant

Sadani, Ntsoudjini, Union des Comores

hlmyumar@yahoo.fr

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et aux Comores par un représentant du Ministère des Finances.